

1. Résumé analytique

L'objectif du présent rapport est d'examiner la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 au Pérou. Nous décrivons l'évolution du contexte politique, économique et social dans le pays et abordons la manière dont les actions relatives aux ODD sont susceptibles d'être intégrées. Nous accordons aussi une attention toute particulière au rôle et à l'évolution des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL). Dès lors, ce rapport donne amplement matière à réflexion en ce qui concerne les facteurs positifs et négatifs qui caractérisent la création d'un environnement porteur à la fois pour les OSC et les AL au Pérou.

Bien que le gouvernement péruvien ait signé l'Agenda 2030 l'année dernière, le processus électoral en cours a retardé le débat quant à l'approche à adopter pour intégrer et mettre en oeuvre ce programme à long terme dans le pays. Le Pérou présente un certain nombre de caractéristiques qui doivent être prises en compte dans la réflexion au sujet des ODD :

1. Le Pérou est l'un des pays les plus vulnérables face au changement climatique¹. De plus, les conséquences récurrentes d'El Niño (souvent désigné par son acronyme anglais ENSO) combinées à la probabilité élevée de survenue de dangers géologiques (tremblements de terre, tsunamis et éruptions volcaniques) exacerbent la vulnérabilité du pays.
2. Même si les réalisations au titre des OMD peuvent être qualifiées de remarquables, l'inégalité reste un défi majeur, comme le montre la persistance des conditions de vie précaires dans les zones rurales et la faible capacité des groupes marginalisés à surmonter la pauvreté et à améliorer leur situation économique et sociale.
3. Le Pérou a récemment été déclaré pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Dès lors, il est supposé investir ses propres ressources financières (publiques et privées) en vue d'atteindre les ODD. Par conséquent, la future mise en oeuvre des ODD dépend de la volonté politique et des capacités financières du gouvernement péruvien.
4. En dépit des gouvernements autoritaires qui ont dirigé le pays jusqu'il y a peu, le processus de démocratisation a fait du chemin et a permis d'instaurer des espaces actifs de

concertation, qui encouragent le dialogue entre les acteurs économiques, sociaux et gouvernementaux.

5. Le Pérou reste un pays hautement centralisé, ce qui complique la mise en oeuvre des ODD au niveau national. Aucune appropriation des ODD par les gouvernements locaux, les autorités locales, les universités ou même les experts des ONG n'a été constatée dans les villes du pays (à l'exception de Lima). On constate toujours une méconnaissance manifeste de l'Agenda 2030.
6. Enfin, le Pérou subit actuellement une récession économique susceptible de différer le débat au sujet de l'importance de l'Agenda 2030 pour le pays.

À ce jour, nous attendons encore de voir comment le nouveau gouvernement (en place depuis août 2016) définira la mise en oeuvre de l'Agenda 2030. Quoi qu'il en soit, il est clair que les ODD ne pourront être atteints au Pérou sans plusieurs difficultés spécifiques :

1. Nécessité de réconcilier les ODD avec les plans nationaux existants tels que le Plan national bicentenaire, les plans de réduction de la pauvreté (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale et locale) et les plans sectoriels (PESEM2) ;
2. Faible degré d'appropriation des ODD par les acteurs publics et privés, et nécessité d'établir un plan d'action complet (accompagné d'outils de communication puissants) pour la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte ;
3. Manque d'objectifs, de résultats et de budget dans les territoires et/ou villes de moyenne et/ou de petite taille en ce qui concerne la mise en oeuvre au niveau national des objectifs de développement durable ;
4. Manque d'une stratégie de renforcement des capacités en vue de faire correspondre les ODD et les priorités du pays avec les capacités institutionnelles actuelles à l'échelle nationale, régionale et locale ;
5. Manque d'un système de suivi doté d'indicateurs concrets

1 Adger, W N, Nick Brooks, Graham Bentham, Maureen Agnew and Siri Eriksen (2004), "New indicators of vulnerability and adaptive capacity", Tyndall Project IT1.11, Technical Report 7, Tyndall Centre for Climate Change Research, UK, 128 pages

2 <http://www.ceplan.gob.pe/directiva-planeamiento/proceso-del-planeamiento-estrategico>

faisant appel à des outils de suivi participatifs efficaces (tel qu'un système d'observatoires nationaux et locaux avec participation des OSC) afin de superviser la mise en œuvre des ODD à l'échelle nationale et locale ;

6. Absence de campagne publique visant à mobiliser des ressources en provenance de diverses parties prenantes (OSC, secteur privé, universités, groupes locaux) pour soutenir les ODD.

Afin de promouvoir la mise en œuvre des ODD et de faire face aux difficultés susmentionnées, les recommandations générales suivantes (décrites plus en détail à la section 6) sont formulées :

1. Utiliser les mécanismes existants tels que les politiques nationales, les accords de gouvernabilité, le Plan bicentenaire, le Plan environnemental national, le budget annuel national des ODD et l'INEI³ afin de définir une référence en matière d'ODD pour le Pérou assortie d'indicateurs adéquats qui constitueront un point de départ solide.
2. Garantir l'intégration des ODD dans la planification et les politiques locales et municipales, en utilisant les plans existants tels que les plans de développement local concertés⁴ et les institutions telles que l'association nationale des municipalités du Pérou (AMPE)⁵, qui pourraient contrôler la répartition des ressources économiques en vue du développement de programmes de renforcement des capacités destinés aux autorités locales.
3. Intégrer tous les réseaux, associations et espaces existants dédiés aux OSC, qui sont à la fois divers et dispersés, au sein de cadres communs d'action collective afin de surmonter le sectorialisme péruvien et de construire des approches/mécanismes/coalitions complets impliquant divers acteurs ainsi que des politiques fondées sur la longue expérience et tradition en matière de participation et de concertation au Pérou.
4. Établir des mécanismes pour le renforcement des capacités des AL et des OSC afin qu'elles puissent participer aux activités de budgétisation liées à la mise en œuvre des ODD et qu'elles puissent en contrôler les activités.

3 Institut national de statistique du Pérou, www.inei.gob.pe

4 Gérés par le CEPLAN

5 www.ampe.gob.pe

5. Établir un système d'observatoire local des ODD qui bénéficie du soutien du plus haut niveau du gouvernement national en vue de coordonner, d'aligner, d'intégrer et de contrôler les instruments, les outils et l'allocation du budget participatifs et décentralisés.

6. À l'échelle nationale, la PCM⁶ (présidence du Conseil des ministres) peut diriger cette procédure systématisée en collaboration avec d'autres institutions gouvernementales telles que le centre national de planification stratégique (CEPLAN)⁷ en tant qu'organe de planification du pays, le ministère de l'Économie⁸ pour la répartition adéquate du budget, les tables de concertation pour la lutte contre la pauvreté, le ministère de l'Environnement et l'organe national de supervision de l'enseignement supérieur et universitaire (SUNEDU).

6 www.pcm.gob.pe

7 Idéalement, le prochain gouvernement devrait garantir le transfert des responsabilités en lien avec la planification et les projets, et tout particulièrement de l'autonomie en la matière, au CEPLAN, reprenant ainsi certaines responsabilités du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), qui détient actuellement un pouvoir extrême en ce qui concerne l'allocation du budget, décidant des secteurs et localités que l'on fera évoluer et des ressources financières qu'ils recevront. www.ceplan.gob.pe

8 www.mef.gob.pe